



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société MECAPROTEC INDUSTRIE MPI
exploitant des installations de traitement de surface
aux 17 et 24 rue Jean-François Romieu à MURET**

N°57

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, du 3 février 2014, modifié (site 2), en particulier son article 8.1.1.1 ;

Vu le rapport d'inspection du 1^{er} mars 2024 relatif à la visite d'inspection du 31 janvier 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 31 janvier 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le plan d'opération interne (POI) établi ne répondait pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé, et notamment son annexe V ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, susvisé ;

Considérant que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MECAPROTEC INDUSTRIE MPI de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article R. 512-29 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure a été porté à la connaissance de la société MECAPROTEC INDUSTRIE MPI, le 8 mars 2024, par envoi avec accusé réception, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant que la société MECAPROTEC INDUSTRIE MPI n'a pas formulé d'observations concernant le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – La société MECAPROTEC INDUSTRIE MPI est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite à Muret (31600), aux 17 et 24 rue Jean-François Romieu, de finaliser, dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté portant mise en demeure, la rédaction et la mise en place de son plan d'opération interne, conformément à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, susvisé.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société MECAPROTEC INDUSTRIE MPI.

Fait à Toulouse, le

22 AVR. 2024

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT